

Le Courriel d'information

n°317 – Mardi 26 mars 2002.

TOBIN PREND LES BOIS

Dans ce numéro

Erratum : On nous a signalé une erreur dans le dernier numéro du Courriel. Le site de l'Internationale de l'Education est http://www.ei-ie.org Merci de rectifier. Avec toutes nos excuses pour cette erreur

Appel à soutien contre McDo en Russie

ATTAC-Voronej, en lien avec le mouvement russe « Le monde n'est pas une marchandise ! » ont constitué le 14 mars une coalition « Stop-McDonald's ».

Cette coalition regroupe des habitants, des écologistes, des artistes et diverses autres organisations. Elle s'est montée pour arrêter la construction d'un McDonald's dans le centre historique de la ville de Voronej. Un meeting a été organisé, une pétition circule.

La coalition réclame l'arrêt de la construction interdite dans cet emplacement par le cadastre



de la ville. Elle entraverait la réhabilitation du site historique ainsi que la reconstruction d'un parc pour les riverains. Le maire s'entête malgré les infractions relevées dans la vente du terrain reconnues par les instances juridiques de la ville. Quant à McDonald's, forte de sa logique globale, elle s'en moque éperdument.

ATTAC Voronej et toute la coalition, que vous aurez peut-être croisés à Gênes (une délégation d'une cinquantaine de personnes vivait dans le QG d'ATTAC Piazza Dante) pour quelques-uns de ces membres, vous invite à participer à une action de soutien.

Merci d'envoyer une lettre de protestation « Solidarité avec ATTAC-Voronej et la coalition « Stop-McDonald's » » en termes polis à :
A- Kovalev A.Ja, Maire de Voronej, Place Lenine 1, 39400 Voronej
B- MacDo Russie kazhayev@mcdonalds.ru

Merci de copier vos envois à la coalition :
- stop_mcdonalds@mail.ru ou fax: 007901-9933883 – « Pensons global contre les entreprises globales ! »

Le mythe de l'économie mondiale

Par Mark Weisbrot
Traduction : Christine Mercier, traductrice bénévole coorditrad@attac.org

Washington DC - Maintenant que la récession américaine est terminée (le Président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, l'a déclaré), il est intéressant de revenir sur les craintes généralisées d'un ralentissement économique mondial qui dominaient il y a seulement quelques mois. Ces craintes se sont avérées excessives, et il y a une raison à cela : "l'économie mondiale" est elle-même plus ou moins une exagération.

L'an dernier, beaucoup ont vu dans la décélération simultanée des économies américaine, européenne et japonaise une nouvelle démonstration de ce que la mondialisation nous avait tous embarqués dans le même bateau économique. Mais le ralentissement de ces trois grandes économies – qui représentent ensemble plus des trois quarts de la production mondiale – était surtout une coïncidence.

Le phénomène avait des causes différentes, principalement internes, dans chacune de ces économies. Aux Etats-Unis, c'est l'éclatement partiel de la bulle boursière qui a mis fin à la plus longue période d'expansion économique de notre histoire. L'Europe est avant tout limitée par la politique monétaire restrictive de sa banque centrale : celle-ci maintient des taux d'intérêt à court terme plus de deux fois plus élevés que les nôtres alors que le chômage y est bien plus important. Et le Japon est pris dans un marasme déflationniste qui lui est propre – les consommateurs et les entreprises freinant leurs dépenses depuis plus de dix ans.

Mais surtout, chacune de ces trois grandes économies peut sortir de la crise sans l'aide des autres. Cela est tout particulièrement vrai des Etats-Unis, où plus de 88 pour cent des biens et services que nous produisons sont encore vendus dans notre pays.

Le tableau plus vrai que nature de l'interconnexion mondiale de nos économies n'est qu'une des multiples exagérations qui dominent aujourd'hui le débat de la mondialisation. Voyons-le comme une stratégie marketing : nos chefs politiques, soutenus par la plupart des économistes des grands groupes de réflexion, s'efforcent de vendre une marque particulière de mondialisation à une opinion publique de plus en plus sceptique. Appelons-la le "Consensus de Washington", du nom de son lieu d'origine.

Cette marque est commercialisée comme la marche inexorable du progrès, mue par les avancées technologiques dans des domaines tels que les communications et les transports. Si la majorité des Américains sont en réalité perdants dans ce processus – comme le montrent clairement la recherche économique et les données sur les salaires depuis un quart de siècle, il leur faudra tout simplement mieux s'adapter à "l'économie mondiale".

Mettre en doute le consensus est dépeint comme futile et absurde, comme s'opposer au temps qu'il fait. Mais en réalité, les règles qui régissent le commerce mondial sont édictées par des personnes – principalement des politiciens. Il est possible de changer ces règles pour que la mondialisation bénéficie à la majorité des êtres humains – dans le monde et ici, aux Etats-Unis.

Il est évident que cela reste à faire. Contrairement à la mythologie de l'économie mondiale, la croissance économique de la grande majorité des pays à revenus faibles et moyens a subi une chute drastique au cours des 20 dernières années. En effet, entre 1980 et 2000, la progression du revenu par habitant de ces pays n'a pas atteint la moitié de ce qu'elle

avait été durant les deux décennies précédentes. Ce sont les données de la Banque mondiale, et tout économiste connaissant ce domaine sait ce qui s'est passé – mais rares sont ceux qui sont prêts ne serait-ce qu'à parler de ce profond échec économique. Ils ne veulent pas donner l'impression de gâcher l'effort général pour commercialiser le Consensus de Washington.

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, nous sommes loin d'être sortis du tunnel malgré la croissance positive enregistrée au quatrième trimestre l'an dernier et l'amélioration attendue sur le trimestre en cours. Avec leurs niveaux records d'endettement, les consommateurs américains ne peuvent pas continuer à entraîner tout seuls le moteur de la reprise. Et pour l'instant, rien n'indique un retour de l'investissement des entreprises, qui est inférieur de 9 pour cent à ce qu'il était à son plus haut l'an dernier. Les exportations pourraient aider à la relance, mais pas tant que le dollar américain reste surévalué.

Reste l'Etat. Mais les marchés obligataires anticipent déjà un relèvement des taux d'intérêt américains dès le mois de mai (la Fed ne s'est jamais sentie à l'aise avec un taux de chômage inférieur à 6 pour cent).

Et malheureusement, plus de 60 ans après que la Deuxième Guerre mondiale a sorti ce pays de la Grande Dépression, le keynésianisme militaire reste encore la seule politique budgétaire expansionniste capable de rallier la majorité de notre classe politique. D'où le réel train de relance économique de l'Administration Bush, qu'il ait été calculé pour cela ou non : la Guerre sans Fin. Il semble que la mondialisation ne soit pas le seul domaine du débat économique où l'idéologie l'emporte sur la raison.

Mark Weisbrot est codirecteur du CEPR (Center for Economic and Policy Research).

En Grande Bretagne, le Tobin des bois !

Une motion en faveur de la taxe Tobin déposée à la Chambre des Communes

S'appuyant sur l'exemple de la France dont le Parlement a récemment voté en faveur de la taxe Tobin, le Député travailliste Harry Barnes a déposé une motion en faveur de l'adoption d'une telle taxe, soutenue par de nombreuses personnalités politiques de 6 groupes politiques différents (Parti Travailliste, Parti Conservateur, Parti Démocrate libéral, Parti unioniste d'Ulster, le SDPL et le Plaid Cymru) dont de nombreux anciens Ministres : Peter Bottomley (Ancien Ministre conservateur des Transports de l'Irlande du Nord), Jenny Tonge (Porte-parole Démocrate Liberal sur les questions de Développement international), Adam Price (Membre du Plaid Cymru), Lady Sylvia Hermon (Membre du Parti Unioniste d'Ulster), Eddie McGrady (Du Parti travailliste Social et Democratique), John Battle (Ancien Ministre travailliste des Affaires étrangères et membre de la Commission pour le Développement international), Tony Worthington (Ancien Ministre d'Irlande du Nord et membre de la Commission pour le Développement international), Tony Colman (Membre travaillistre de la Commission pour le Développement international), Helen Clarke (Membre travailliste de la Commission environnement), David Chaytor (Travailliste) et Bob Russell (Démocrate libéral).

Cette campagne active en faveur d'une taxe de type Tobin a été relayée, la même semaine, par l'ONG War on Want. Le 13 mars 2002, celle-ci a en effet organisé à Londres un séminaire regroupant de nombreux économistes et hommes politiques sur la taxe Tobin et la projection d'un film à la Chambre des Communes appelant à l'adoption d'une telle taxe. Un film avec l'acteur Ewan McGregor et la musique de Radiohead, censuré par la télévision en raison de la présence d'un message politique ! A quand un Appel mondial des artistes en faveur de la taxe Tobin ?

Texte de la motion :

« (Cette Chambre) souligne que le total des transactions sur le marché international des devises représente plus d'un milliard par jour et que la plus grande partie des ces sommes n'a aucun rapport avec l'économie réelle d'échange de biens ou de services ;

Est convaincue que les énormes mouvements spéculatifs ont contribué à provoquer de sérieux dommages économiques dans des pays et des régions tels que le Mexique (1994), l'Asie du Sud-Est (1997), la Russie (1998), le Brésil (1999) et l'Argentine (2001) ;

Est convaincue également que l'Introduction d'un faible taux de taxation sur ces flux spéculatifs, la taxe Tobin, du nom du Prix Nobel qui en est à l'origine, pourrait à la fois diminuer la spéculation et permettre de dégager des revenus substantiels, potentiellement 50 millions chaque année, afin de financer des projets pour combattre la pauvreté ;

Est satisfaite que cette initiative reçoive maintenant le support d'un certain nombre de gouvernements et de parlements à travers le monde, comme la France dont le Parlement a récemment voté une loi autorisant son application ;

Est satisfaite par les déclarations du Chancelier qui souligne que de nouveaux moyens doivent être trouvés de manière urgente (incluant des taxes sur les devises) pour financer le développement ;

Souhaite au Chancelier de réussir sa mission à la Conférence des Nations-Unies pour le « Financement du Développement » à Monterrey, au Mexique ; le presse de pousser en faveur de l'Introduction d'une taxe internationale sur les transactions spéculatives dont l'objectif est que les recettes aillent au financement du développement international ;

Et presse également le Chancelier à s'assurer que ces recettes ne remplaceront ni les aides internationales existantes, ni les engagements pris pour accroître l'aide internationale. »

Informations publiées grâce à Steve Tibbett et War on Want. www.waronwant.org Vous pouvez contacter Harry Barnes au 020 7219 4521 ou Gary Kent au 020 7219 5013 pour toutes information complémentaires.

Note : en Grande Bretagne War on Want a initié un Réseau pour la taxe Tobin, fort dès son début de 42 organisations (ONG, organisations confessionnelles et syndicats). Ils ont lancé une grande campagne nationale « The Robin Hood Tax »

Première publication en français :
LA LETTRE DES PARLEMENTAIRES POUR LA TAXE TOBIN (n°9)
Appel de Washington http://tobintaxcall.free.fr

Ajustement structurel et requins

Par Bill Fletcher, Jr.
Traduction : Michel Thelia, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

À la suite d'une chronique récente destinée aux abonnés, une personne m'a demandé de clarifier l'expression "ajustement structurel". J'ai pensé utile de passer quelques instants pour expliquer le terme et dire pourquoi ce qu'il représente est si dangereux.

Les termes "ajustement structurel" et "programmes d'ajustement structurel" sont utilisés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour décrire une méthode de réorganisation de l'économie d'un pays afin que celui-ci puisse avoir accès à l'aide des institutions financières internationales (IFI). Autrement dit, pour recevoir un subside ou un prêt quelconque des IFI, un pays doit refaçonner son économie sur le modèle défini par ces institutions. En général, cela signifie une privatisation et une dénationalisation à grande échelle du commerce et de l'industrie.

L'ajustement structurel s'est développé en même temps que la version courante de capitalisme que nous vivons, appelé aussi "néo-libéralisme". L'idée fondamentale du néo-libéralisme est que tout ce qui peut rapporter un bénéfice doit faire partie du secteur privé. Cela signifie également que tout obstacle à l'accumulation de profits doit être levé. En conséquence, les pays qui ont nationalisé des industries, telles que l'aéronautique ou même l'approvisionnement en eau douce, sont contraints de livrer ces activités au secteur privé. Cette opération a eu pour résultat le chômage de dizaines de milliers de travailleurs.

En dépit de la résonance innocente du terme, l'ajustement structurel s'apparente davantage aux relations qu'on peut avoir avec un usurier requin. Des pays sous-développés, souvent d'anciennes colonies, du sud du globe, c'est-à-dire d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et qui dépendent de l'aide étrangère, cherchent souvent assistance auprès des IFI. On les informe que pour recevoir cette aide ils doivent abandonner leur souveraineté. Plutôt que de se fonder sur les besoins de la population du pays, l'économie est réorganisée pour l'usage et le service des institutions financières internationales et des société multinationales. Le service de la dette, l'une des innombrables conditions obligatoires du programme d'ajustement structurel, a dépassé le montant des dépenses pour les besoins sociaux les plus urgents. En conséquence, les pays en développement soufrent d'une vulnérabilité accru de la mortalité infantile et maternelle, d'une élévation du taux de maladies infectieuses, de la faillite de leurs industries locales, d'un accroissement de l'analphabétisme, d'une dépendance croissante des importations de nourriture, de services sociaux dévastés et de l'élargissement du fossé entre riches et pauvres. Comme c'est le cas avec les requins de l'usure, ceux qui se soumettent à l'ajustement structurel perdent le contrôle de leurs propres affaires.



Un autre point négatif de ces programmes est que le système de décision ne fait pas pas participer les citoyens mêmes qui seront affectés par le processus. Plusieurs pays ont été contraints d'accepter des programmes qui avait été formulés à huis clos, dominés par le FMI, la Banque mondiale, les personnels gouvernementaux et un très petit nombre d'élus. En outre, ont peut noter l'absence ou l'insuffisance de participation des syndicats, des organisations non gouvernementales et des groupes à base locale.

Les programmes d'ajustement structurel n'ont fait avancer aucun pays dans la voie du développement. Au contraire, le sud du globe est devenu de plus en plus dépendant du nord. C'est pourquoi lorsque nous, au TransAfrica Forum, et en même temps que de nombreux autres mouvements en faveur d'une justice mondiale, déclarons notre opposition aux programmes d'ajustement structurel, nous exigeons que les pays aient un droit à l'autodétermination, ce qui implique le droit de développer leurs économies selon leurs propres besoins et intérêts. Cette vue diffère radicalement de celle des champions de la mondialisation appartenant aux institutions financières internationales aussi bien qu'à de nombreux gouvernements. Les programmes d'ajustement structurel, ainsi que d'autres politiques néo-libérales, enrichissent quelques-uns tandis que l'appauvrissement du plus grand nombre s'accroît dans des dimensions sans précédent.

Première publication : TransAfrica Forum News. Pour s'abonner ou se désabonner: http://www.transafricaforum.org/join/index.shtml Pour joindre Bill Fletcher, adresser un courriel à: bfletcher@transafricaforum.org

Témoignage sur la situation argentine

Propos recueillis par Louis Zollet

Liliana Olivero, membre du MST (Movimiento Socialista de los Trabajadores, le Mouvement Socialiste des Travailleurs) est députée au parlement argentin. Lors d'une tournée en Europe, elle répond aux questions de Louis Zollet, pour l'Agence multimédia d'information citoyenne.

LZ- La politique menée actuellement par le gouvernement argentin pour sortir le pays du désastre économique dans lequel il est plongé, vous semble-t-elle crédible ?

LO- Le gouvernement du président Duhalde a fait voter un budget qui est irréalisable. Le budget a été calculé sur la base d'une inflation de 15% par an, alors qu'en deux mois, l'inflation atteint déjà 5%. Une émission monétaire de 3,5 milliards de pesos a été votée pour combler un déficit budgétaire estimé à 3 milliards pour 2002. Mais ce déficit budgétaire est largement sous évalué. En soixante dix jours, le gouvernement a déjà utilisé 57% de l'émission monétaire prévue pour toute l'année. De plus, les investissements ont baissé de 18% par rapport à l'année précédente.

Alors que les retraites ne sont plus payées, les salaires bloqués, et que cinq millions de personnes sont au chômage, les états fédéraux émettent des titres provinciaux de change, sortes de monnaies locales, pour faire face aux dépenses les plus urgentes.

LZ- Quelle est l'ampleur de la crise argentine ?

LO- La crise actuelle est très grave et très profonde. Les événements actuels le démontrent. L'inflation va être beaucoup plus forte que prévue et entraîner une nouvelle hausse du chômage. Rien que pour le mois de février, le pays a enregistré 75.000 nouveaux licenciements. D'ici la fin de l'année, la pauvreté devrait toucher 65% de la population argentine. Pour le moment, il n'y a plus de médicaments, plus de travail. La chaîne de remboursement des dettes est rompue. Les travailleurs et les épargnants qui ont
de l'argent sur leur comptes, ont leurs comptes bloqués. Ils ne peuvent pas retirer leurs liquidités.

Sur un plan international, toutes les richesses produites ces dernières années ont été consacrées à payer le remboursement de la dette publique extérieure. Il n'est donc pas resté de marge de manoeuvre pour répondre aux besoins des argentins. La dette extérieure avant la dictature militaire de 1976 était de 8 milliards de dollars. Actuellement, elle atteint 150 milliards de dollars. Alors que pendant cette période, nous avons remboursé 200 milliards. Plus nous recevons de fonds du FMI, plus nous devons payer d'intérêts sur les emprunts et plus nous nous endettons. Le modèle néolibéral a conduit à cette situation dramatique en Argentine.

Sur trente six millions d'habitants, quinze millions sept cent mille personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Pour survivre,


attac

cinq millions de mes compatriotes doivent fouiller dans les poubelles afin de trouver de quoi manger. Tous les jours, des manifestations de trente à quarante mille personnes se déroulent spontanément dans la rue. Lors de l' insurrection des 19 et 20 décembre 2001, la police à tuée quarante personnes. Quarante martyrs, dont les meurtriers n'ont toujours pas été inculpés, et encore moins jugés. Leur arrestation et leur jugement fait partie de nos revendications les plus fortes.

LZ- Quelles sont à vos yeux les causes fondamentales, à l'origine du désastre économique et social en Argentine ?

LO- La responsabilité en incombe essentiellement au gouvernement Menem qui, en une dizaine d'année, a procédé à une privatisation massive des services publics dans le secteur du gaz, du pétrole, de l'électricité, de l'eau, des trains, des lignes aériennes, d'une partie du système de santé, des mines, du téléphone et des banques. Ces services publics ont été offerts à des sociétés multinationales, ce qui a entraîné un grand nombre de licenciements et la destruction d'emplois stables.

LZ- Selon vous, quelles solutions politiques doivent être adoptées pour sortir l'Argentine de l'impasse ?

LO- Les assemblées populaires de quartier qui se sont constituées ces derniers mois, ont voté le non remboursement de la dette extérieure du pays et la rupture avec le FMI. Nous ne voyons aucune issue possible à la crise sans rupture avec le FMI, la banque mondiale et la logique impérialiste. Il n'y aura pas d'issue, si il n'y a pas de renationalisation des services publics qui ont été privatisés ou détruits. Seule une nationalisation des banques de commerce extérieur permettra aux salariés et aux épargnants de récupérer leur argent, actuellement bloqués par les banques privées.

Un des problèmes vient aussi du fait que notre système de retraites a été privatisé. En Argentine, c'est l'AFJP, un fonds de pension privé, qui gère les retraites. Elles ne sont plus payées aujourd'hui.

Toutes ces mesures qui ont conduits l'Argentine dans cette situation sont en permanence débattues dans les assemblées de quartiers. La force de ces assemblées vient de la mobilisation populaire initiée les 19 et 20 décembre derniers. Elle s'oriente vers la coordination des actions entre les assemblées de quartiers, les piqueteros, les chômeurs, et les salariés.

LZ- Quelle est la marge de manoeuvre du pouvoir politique face au FMI ?

LO- Le gouvernement de Duhalde est très fragile; il peut être renversé du jour au lendemain. Je pense que ce gouvernement ne résistera pas longtemps aux pressions du Fonds monétaire international (FMI). Il est sur le point de céder sur les nouveaux ajustements qui sont demandés à l'Argentine. Duhalde n'est pas décidé à rompre avec le FMI, il n'est pas décidé à refuser de payer la dette extérieure et à écouter les propositions faites par les assemblées de quartier. Il s'apprête au contraire, selon la logique néolibérale, à réduire les budgets de l'éducation et de la santé. Il y a une lutte politique très dure entre le pouvoir gouvernemental et le contre pouvoir mis en place avec ces assemblées de quartiers.

LZ- Pour vous, un pays comme l'Argentine, où le gouvernement n'applique pas la politique souhaitée par le peuple, est-il encore une démocratie ?

LO- Nous pensons au MST que l'Argentine n'est qu'une démocratie formelle. C'est une démocratie pour les riches. Le gouvernement est dans l'incapacité de trouver des solutions pour satisfaire aux aspirations populaires, tant dans le domaine du travail, de la santé que dans celui de l'éducation. Il n'en a d'ailleurs pas la volonté. Je n'espère rien de cette classe politique, actuellement en place au gouvernement. La démocratie ne se fait pas avec ceux d'en haut, avec les représentants, mais par les gens eux même, dans les quartiers, dans les assemblées, les manifestations, par la base. Les gens n'aspirent pas à être représentés par de nouveaux représentants, mais souhaitent une participation directe pour se représenter eux même. En Argentine, l'état de la démocratie en est là pour le moment.

LZ- Vous êtes députée argentine. Quelle est votre marge de manoeuvre entre le gouvernement et les assemblées de quartier, entre un régime parlementaire et une démocratie directe ?

LO- Je suis députée des travailleurs. Comme j'ai été élue avec ce mandat, je préconise d'instaurer un gouvernent incluant les mouvements de travailleurs, de chômeurs et les assemblées de quartiers. Il y a là une alternative de gouvernement possible.



Le processus qui s'est déclenché les 19 et 20 décembre est totalement inédit dans l'histoire de l'Argentine. Il ouvre l'opportunité d'un gouvernement du monde du travail et la possibilité de porter un coup très dur à l'impérialisme. Ce processus révolutionnaire des personnes plongées dans la misère, les 19 et 20 décembre 2001, est un processus nouveau d'une grande importance. Lorsqu'il est né, il était un processus inconscient, spontané, mais il est en train de prendre conscience de sa force et de s'organiser.

Deux choses sont très importantes : ces assemblées de quartier ont un caractère très démocratique, où tout se discute et se vote. En même temps, il y a un processus d'auto organisation des travailleurs qui bouscule la bureaucratie syndicale qui verrouille les luttes. Ce processus d'organisation est en plein développement. Le MST considère qu'une de ses tâches prioritaires est d'aider les travailleurs à créer de nouvelles directions syndicales et politiques pour que le processus en cours triomphe. Mais pour arriver à atteindre cet objectif, il faut continuer à développer la mobilisation. Un mot d'ordre sert de consigne aux luttes : "Sans les radicaux, sans les péronistes, nous allons vivre mieux". Un autre slogan est très en vogue : "Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste aucun".

LZ- Où en est-on du processus électoral en Argentine ?

LO- Les prochaines élections sont prévues pour 2003. Ce qui est d'autant plus grave que le gouvernement de Duhalde est considéré par la population comme illégitime, parce qu'il n'a pas été élu par la population. Il a été élu par les congressistes, qui sont eux-même considérablement déconsidérés. De toute façon, le gouvernement refuse d'envisager des élections anticipées, car il est sûr de les perdre. Les deux grands partis du système (le parti justicioniste péroniste et le parti radical) ont perdu pratiquement toutes leurs bases sociales. Aux élections d'octobre dernier (avant les événements de décembre), ils avaient déjà perdus sept millions d'électeurs.

Lors des dernières élections, au mois d'octobre, l'ensemble de la gauche a obtenu 1.700.000 votes, ce qui constitue un événement historique en Argentine. Dans certaines provinces, la gauche unie atteint de 5 à 14 %, mais au sein de la capitale fédérale de Buenos Aires, la gauche rassemble 25% des voix. Dans les manifestations, les députés de la gauche unie sont les seuls députés qui peuvent défiler sans être rejetés par la base. Si les élections avaient lieu aujourd'hui, l'ensemble de la gauche pense recueillir 4 à 5 millions d'électeurs sur un total de 14 millions d'inscrits.

Avec la force de la crise et l'exaspération de la population, un nouveau phénomène se développe en Argentine : celui du vote blanc, des gens qui ne se reconnaissent dans aucun parti politique. Cette question des élections est très présente dans les sujets qui sont débattus dans les assemblées de quartier. Un autre aspect important est la remise en cause du système judiciaire. La Cour suprême est complètement discréditée. Les assemblées de quartier veulent une autre organisation de la justice. Ils veulent notamment que tous ceux qui ont été corrompus s'en aillent et soient poursuivis et que tous les juges soient élus au suffrage universel.

LZ- Y a-t-il un risque de coup d'état militaire en raison de l'instabilité politique ?

LO- Les militaires sont totalement discrédités dans la population et il n'y a aujourd'hui aucune possibilité de retour d'un pouvoir militaire. Hier, dimanche 17 mars 2002, s'est déroulé un événement majeur à Buenos Aires. S'est déroulé l'assemblée générale de toutes les assemblées de quartier du pays. Ils ont pris la décision d'organiser une grande marche nationale le 24 mars pour protester contre le génocide d'hier (célébration des 26 ans de l'arrivée de la dictature militaire, où plus 30.000 personnes ont disparu) et contre le génocide d'aujourd'hui (génocide social, où cent enfants meurent par jour, quinze millions de pauvres, cinq millions de personnes ne mangent pas à leur faim)

LZ- On observe une augmentation des scores électoraux du MST, mais comment se fait-il qu'avec la crise actuelle, la gauche n'obtienne pas la majorité aux élections ?

LO- En Argentine, la force du mouvement péroniste reste très présente dans la population. Cette forme de populisme a longtemps figé le rapport de force politique. La position de notre parti est de considérer que ces milieux populaires, qui ont été tenus par le péronisme, peuvent venir à une position de gauche. C'est notre principal souhait. Nous pensons également que les gens qui faisaient confiance au radicalisme et au centre gauche peuvent venir renforcer le MST.

La population ne fait cependant pas des élections une revendication prioritaire mais elle n'est pas prête à attendre 2003. Actuellement, les gens manifestent tous les jours. Des banques sont prises d'assaut. Des actions directes sont menées contre des élus corrompus, contre des dirigeants d'entreprises privatisées.

LZ- Après Rome, Florence, Marseille, Montpellier, vous vous rendez le 23 mars 2002 à Millau, terre de lutte du monde paysan en France. Quelle est la situation du mouvement social paysan en Argentine ?

Nous avons entendu parlé de la lutte des paysans français lors du Forum social mondial de Porto Alegre. Mais en Argentine, l'organisation paysanne est très faible. Nous n'avons pas de mouvements semblables à celui des "Sans terre" au Brésil ou comme chez vous en France. Nos secteurs les plus combatifs sont essentiellement constitués par les chômeurs et les piqueteros, ces hommes et ces femmes exclus du système, qui protestent en bloquant les axes de circulation par des opérations très spectaculaires.

LZ- Votre mouvement était très présent au Forum social mondial. Pensez-vous que les pistes politiques qui se sont dégagées comme autant d'autres voies possible face au néolibéralisme peuvent se révéler des alternatives concrètes à la politique menée en Argentine ?

LO- Nous avions effectivement une délégation importante avec des médecins, des parlementaires, des étudiants, des chômeurs. Hélas, rien n'a émergé de concret pour mettre en place une solidarité avec l'Argentine, mais je crois que c'était important d'y participer. Notre pays n'est pas seulement un exemple pour l'Amérique latine, mais un exemple pour tous les peuples du monde entier qui luttent contre le libéralisme et l'impérialisme. L'Argentine est le miroir dans lequel peuvent se reconnaître tous les travailleurs du monde. C'est la raison pour laquelle la solidarité qui se met en place avec mon pays est importante pour tous.

Reproduction de l'interview libre de droits sous condition de citation de la source

Photos disponibles auprès du quotidien La Marseillaise (04 91 57 75 00) ou du photographe Migué Mariotti (06 09 64 09 26)

Interview disponible en sons MP3 (libres de droits pour les radios locales associatives) dès qu'ils seront mis en ligne. Pour récupérer les sons, se connecter sur le site internet de l'AMIC (Agence multimédia d'information citoyenne) à l'adresse www.informationcitoyenne.org
Contact Louis Zollet : 06 63 91 96 92
louis@informationcitoyenne.org
Contact Agence multimédia d'information citoyenne : 04 42 03 48 61

Sur le Forum social mondial

Commentaire de SEATINI sur la portée de la 2eme conférence de Porto Alegre (PAII)
Traduction : Carole Felmy, traductrice bénévole, coorditrad@attac.org

Bulletin SEATINI Vol V - no 3 (Southern and Eastern African Trade, Information and Negociations Initiative)

A l Issue de la première conférence de Porto Alegre (PAI) qui eut lieu du 25 au 30 Janvier 2001, ce bulletin publiait un éditorial sur l'importance de cette conférence. C'était le commencement d'un mouvement populaire affirmant : "Un autre monde est possible !". Les cercles de réglementation globale (gouvernements, corporations et leurs medias) ont tenté de faire passer ces actions comme celles d' "anarchistes" et de "luddites". Mais ils ont échoué. Et nous avons maintenant la 2eme conférence de Porto Alegre (PAII), du 1 au 5 Février 2002, en parallèle avec le Davos, forum économique mondial, qui se déroulait cette fois dans la ville de New York. PAI comptait environ 10 000 participants. PAII en a réuni 53 400, dont 22000 femmes et 11600 jeunes. Ils sont venus de 4909 organisations de par le monde, dont une importante représentation africaine.

L'organisation globale a essayé d oublier PAI, mais elle ne pouvait ignorer PAII. En fait, l'hebdomadaire britannique "the Economist" se lamentait qu'il y ait eu plus de ministres français assistant à la réunion de Porto Alegre qu' à celle de Davos à New York. Comme Gandhi nous le disait : d'abord ils vous ignorent, ensuite ils se moquent, puis ils vous combattent, et puis vous gagnez. PAII ne pouvait plus être ignoré ou moqué, ils ont donc décidé de s'y joindre.

Lors de la première conférence, PAI symbolisait alors un geste de défiance face aux quelques centaines des plus riches et puissants hommes et femmes qui se rencontraient alors a Davos. Cela était alors le résultat d'un processus global de résistance contre les forces de globalisation néo-libérale - telle que la lutte contre le "Multilateral Agreement on Investments" (MAI),

et la conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce "World Trade Organisation" (WTO) - à Seattle où les forces manipulatrices d'un "nouveau round" ont été vaincues. PAII s'est déroulée dans un contexte différent. Parmi les événements majeurs qui eurent lieu entre PAI et PAII, il y eut : les attaques sur les tours jumelles (Twin Towers) et le Pentagone du 11 Septembre 2001, la contre-attaque massive sur l'Afghanistan, la 4ème conférence de l'OMC à Doha en Novembre 2001 où ses membres se sont mis d'accord sur la possibilité d'un cycle de négociations autour d'un "nouveau round", le naufrage de l'économie et de la société argentines, et le scandale de la firme Enron qui a exposé les disfonctionnements du capitalisme et de sa décadence rampante.

Qu'est-ce qui a changé entre PAI et PAII ?

Le sommet de Doha était certainement un recul pour le mouvement populaire et pour les pays du Sud. En dépit des efforts héroïques de ces derniers pour contrer le flot du "nouveau round" sur les négociations commerciales, les grandes puissances sont finalement parvenues à leurs fins. Les organes de la société civile étaient plus ou moins laissés de côté à Doha, et leur influence était bien loin de celle de Seattle, de Gênes et Gothenburg. Les grandes puissances et le secrétariat de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) - WTO (World Trade Organisation) - ont savamment manipulé la préparation et le déroulement de la conférence de Doha, et les plus petits pays ont littéralement été obligés d'accepter les propositions de lancement d'un "nouveau round" de négociations, à commencer par la conférence suivante de l'OMC.

Les événements du 11 Septembre ont ébranlé le monde et choqué l'Amérique. Laquelle des deux principales conséquences fut la pire pour le peuple est discutable: les frappes contre l'Afghanistan et leurs suites contre le "terrorisme" là où il pourrait émerger à la surface du globe, ou bien la détérioration des droits et libertés des peuples, y compris aux Etats Unis, en faveur de mesures leur assurant une sécurité illusoire. Rien qu'aux Etats Unis, plus de 100 propositions de lois ont été déposées au Congrès au sujet de la "sécurité nationale". Il semble que les Américains préfèrent la sécurité à la liberté et au bien-être. Le Congrès a injecté 15 milliards de dollars dans l'industrie aéronautique au lendemain des événements du 11 Septembre, alors que les problèmes sociaux tels que les soins de santé d'urgence ont été relégués en arrière plan. A la suite de l'exemple américain, plus de 50 pays dans le monde ont introduit des législations souvent draconiennes, restreignant les libertés des peuples au nom de la lutte antiterrorisme. En Grande Bretagne, la réaction extraordinaire de Blair pour brider les libertés de la population a rencontré une ferme résistance de la part du peuple et des médias libéraux.

La faillite de la firme Enron, courtier géant en énergie ayant des liens proches avec l'administration Bush fut un choc non moins important que les événements du 11 Septembre. Elle a démontré la vanité du système capitaliste - les propres gardiens du monde des affaires, les plus grands noms de l'audit qui certifient les comptes des entreprises, étaient eux mêmes corrompus. Puis vint le naufrage de l'économie en Argentine, pays montré par le Fonds Monétaire International comme "modèle" de développement. Avec l'effondrement de l'Argentine vint la perte de crédibilité que les accords de Bretton Woods avaient obtenues par leur ajustement structurel inspiré des plans de développement.

C'est dans ces circonstances qu'eut donc lieu PAII. Les événements de l'année écoulée depuis PAI ont fait plus que justifier les efforts commencés avec PAI pour penser concrètement comment un "autre monde" est non seulement désirable mais aussi possible. Ce monde n'a pas à offrir la seule alternative de l'ordre capitaliste défaillant. Contrairement au "TINA" de Margareth Thatcher ("There is No Alternative" - Il n'y a pas d'alternative), les peuples du monde qui se sont rencontrés à Porto Alegre ont suggéré lors de plus de quatre cents séminaires et ateliers de réflexion, qu'il y a en réalité une centaine d'alternatives: "There is a Hundred Alternatives" (TAHA). Les peuples du monde devraient arrêter de se soumettre à l'homogénéisation, l'universalisation, basées sur le modèle unique que l'ordre capitaliste cherche a imposer à toutes les nations du monde.

La prochaine conférence de "Another World is Possible" (AWIP) - "Un autre monde est possible" -, se tiendra à nouveau à Porto Alegre au début 2003. Ce sera alors une autre édition du monde capitaliste présent, car tant de choses peuvent arriver entre temps. Nous espérons que PAIII franchira un nouveau pas. Il est nécessaire et important de collecter des analyses détaillées des expériences de pays hors de l'Amérique Latine (en particulier l'Asie et l'Afrique) afin que PAIII puisse représenter une expérience plus compréhensive et globale que celle des deux



conférences précédentes, néanmoins remarquables par leurs réalisations.

Produit par le "International South Group Network" (ISGN) Directeur et Editeur: Y. Tandon; Conseiller au SEATINI: B. L. Das Assistance éditoriale: Helene Bank, Rosalina Muroyi et Raj Paatel. Pour plus d'information et pour les abonnements, contactez : SEATINI, Takura House, 67-69 Union Avenue, Harare, Zimbabwe Tel: +263 4 792681, Ext. 255 & 276, Tel/Fax: +263 4 251648, Fax: +263 4 728695, Email: seatini.zw@undp.org Site web: www.seatini.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 26
AUSTRIA: KAB-Steyr
BELGIQUE BELGIE : Liege
FINLAND SUOMI : Brinkkala
FRANCE: Saint Nazaire – Paris 11 – Evreux – Montmorillon – Clichy – Bordeaux – Macon – Tours – Epinal
SVERIGE : Alingsas – Goteborg

-- Mercredi 27
BRITAIN : London
FRANCE: Saint Nazaire – Rennes – Paris 11 – Viroflay – Voiron – Paris 13 – St Andre de Cubzac – Cholet – Toulouse
SVERIGE : Stockholm - Varberg

-- Jeudi 28
BELGIQUE BELGIE : Liege
FRANCE: Saint Nazaire – Pau – La Rochelle – Reims – Orleans – Marseille – Mulhouse – Rennes – Montpellier – Blanc Mesnil

--Vendredi 29
FRANCE: Lyon – Lons le Saunier – Chinon – Ganges - Acheres